

La crise de 2008 : systémique sans aucun doute, mais structurelle ou conjoncturelle ?

La crise de 2008

S'agit-il de la crise finale du capitalisme mainte fois annoncée par les tenants du marxisme ? Ou bien est-ce une énième crise cyclique nécessaire aux ajustements du capitalisme ? Personne ne peut le dire, ni même présager de son avenir. Observons que le capitalisme est en crise permanente et que ses épisodes aigus s'accroissent : 1929 (Krach de Wall-street USA), 1987 (caisse d'épargne USA), 1987 (krach boursier mondial), 1989 (crise japonaise), 1990 (crise immobilière européenne)... Ajoutons les guerres qui occultent les sous-jacents économiques de leur existence.

Quelques vérités

Le capitalisme n'est pas l'intérêt collectif mais celui d'une couche sociale : les propriétaires des structures économiques (les capitalistes). Ceux-ci s'affèrent aux gains les plus élevés possibles. Ils prélèvent sur la valeur produite par le travail un bénéfice (plus-value) pour le revenu des actionnaires (dividendes). Le rapport de la valeur qui revient au capital (les actionnaires) et au travail (les salariés), c'est le taux d'exploitation et son ratio détermine en partie le revenu de chacun. Mais la comptabilité étant favorable aux privilégiés, elle n'est pas neutre et ne rend que partiellement compte du taux d'exploitation (sociétés écrans, avantages en nature, fraudes, composition de la masse salariale...). Néanmoins, si critiquables soient le compte de résultat et le PIB, ils révèlent que la grande majorité de la population est en dessous du revenu et du salaire médian.

L'axiologie de la plus-value (PV) de la théorie marxiste néglige que la PV se dissimule dans la masse salariale. Comment expliquer les salaires mirifiques des cadres supérieurs, sinon par la ponction sur les autres salaires. Il ne suffit pas d'abolir la PV et la propriété des entités économiques pour que cesse l'exploitation. Puisque cette dernière se maintient aussi dans les inégalités de revenus. Contrairement à certaines affirmations, la bourgeoisie n'est pas limitée aux seuls capitalistes. Mais elle incorpore la fraction privilégiée de la population qui tire avantage de l'oppression (hauts fonctionnaires, administrateurs, cadres, élus...). Cela est capital afin d'éviter les illusions de l'étatisme et du capitalisme d'Etat (Cuba, Chine, ex-URSS...).

Les aléas de l'économie capitaliste (croissance, décroissance, récession, expansion, choix de production, taux d'exploitation...) ne sont que les contradictions liées à la PV et ses déclinaisons (PV absolue et relative).

Un peu d'histoire

Suite à la crise de 1929 et la guerre de 1939-45 dues aux rivalités entre les capitalistes, les gouvernements occidentaux vont appliquer le fordisme et le keynésianisme.

Fordisme : rationalisation de la production (Taylor), baisse des coûts de la marchandise, augmentation des salaires, consommation soutenue de masse, hausse des chiffres d'affaires.

Keynésianisme : intervention de l'Etat, nationalisations, grands travaux, création de monnaie, développement du crédit, emprunt d'Etat et autres, élévation du déficit, redistribution fiscalisée de la valeur ajoutée, politique sociale plus avantageuse.

Le résultat est que la croissance stimule les bénéfices et les rentrées fiscales, le crédit réduit son impact, l'inflation est légère et elle comprime les coûts financiers. Les gains de pouvoir d'achat et les marchés vierges (ou peu alimentés) dopent la croissance.

Ces deux mécanismes ont engendré une période de croissance dite des trente glorieuses (1945 à 1975). Mais, déjà à partir des années 70, la conjoncture s'effrite. En effet, des marchés intérieurs sont saturés ou faiblement porteurs, des secteurs de production périclitent (l'acier, par exemple) ou deviennent marginaux, des nouveaux pays concurrents émergent, les matières premières et énergétiques deviennent plus chères, le développement des couches moyennes fait qu'elles sont mieux rétribuées et la conflictualité salariale peu propice aux gains de productivité concourent à la baisse de la plus-value : la rentabilité du capital décline. D'après certains spécialistes, c'est le début de la crise du fordisme qui sera aggravée par les politiques libérales.

De 1975 à 2008

Pour rétablir les marges et les bénéfices, le capitalisme doit baisser les coûts de production, restructurer son appareil de production (automatisation), licencier, précariser, flexibiliser, externaliser-délocaliser, conserver ou conquérir des nouvelles parts de marché... Les secteurs de production des pays dominants suivant leurs besoins vont variablement utiliser ce schéma, mais aussi comme variable d'ajustement : la baisse des coûts salariaux. Rompant avec le pacte fordiste et la régulation de l'Etat, la logique social-démocrate fait place à la dérégulation libérale et la mondialisation de l'économie.

Dans un premier temps certains secteurs obsolètes disparaissent (ex : sidérurgie), d'autres limitent la casse, voire explosent leurs bénéfices par des gains à l'export. La part des échanges dans le PIB mondial s'accélère (12% en 1967 ; 20% en 1987) et la globalisation assure et stimule la croissance mondiale et la solvabilité des marchés émergents. La logique du « mieux produisant » systématisé la division internationale du travail, opérant des transferts de production vers les pays émergents. La concurrence de la valeur de la force de travail aboutit à dégrader la condition salariale des pays dits « développés ». Cela vitalise la crise fordiste, d'où la faiblesse de la croissance, puis la décroissance (récession) des pays développés en 2008. L'année 2009 sera-t-elle par effet de contagion celle de la crise systémique mondiale ?

Un secteur économique, la finance va prendre sa part dans cette dépression.

Des agents économiques (particuliers, Etats, collectivités, sociétés) qui ont des excédents d'argent vont placer contre intérêt et agio auprès d'officines et autres organismes de dépôt (banques, fonds, assurances, bourses, Etats...). Ces officines vont prêter contre intérêt à des agents économiques pour financer leurs besoins, vu leurs faiblesses d'autofinancement : c'est le crédit. La pression pour rétribuer de plus en plus l'épargne et l'actionnaire rend le crédit plus cher et l'actionariat pesant. Soumis à pareil traitement, les particuliers baissent leur consommation, les sociétés pour se maintenir réduisent les coûts de revient notamment salariaux. Conséquemment, la consommation fléchit, la croissance est faible, l'autofinancement diminue, le recourt au crédit s'accroît, suit une politique anti-sociale de l'Etat, jusqu'à ce jour de 2008, ou, faute d'une croissance adaptée, le crédit censé servir l'épargne, l'actionariat, les budgets des Etats, crée une crise mondiale. Car, comme toujours, il faut payer ses dettes ou c'est la faillite et la saisie des biens. Problème : les biens en question ne valent plus grand-chose ; baisse de 50% de la capitalisation boursière, les valeurs hypothécaires, l'épargne, les valeurs refuge s'effondrent. Comme tout le monde a sa dose de crédit ou d'épargne, par effet de dominos, la crise est générale. Les actifs entrant dans les divers bilans risquent fort de donner pour l'année 2009 une drôle de comptabilité (surtout le compte de résultats), vu la baisse d'activité.

Les gouvernements tous acquis à l'économie capitaliste ont laissé faire. Maintenant que la macro et la micro économie sont perturbées, ne renonçant pas au capitalisme, ils s'échinent à le sauver : refinancement des banques, nationalisation totale ou partielle, relance du crédit pour maintenir l'activité, aide à la consommation, relance de grands travaux, esquisses de revalorisation du pouvoir d'achat, emprunts d'Etat, croissance du déficit public, tentative d'accords internationaux (bancaires, fiscaux, plans de relance, commerce internationale, etc.). Comme en 1945, on refait Ford, Keynes et Bretton

woods. Cela peut fonctionner ou capoter. Mais les problèmes ressurgiront à terme.

Les contradictions du désordre capitaliste

Le recours aux prêts, emprunts, capitalisations et déficits pour soutenir le capitalisme fut judicieux en 1945 mais ne l'est plus actuellement. Le taux d'endettement est tel qu'il pénalise par son coût la rentabilité du capital et les possibilités budgétaires des Etats. Pour sauver la finance, l'Europe a débloqué 1700 milliards d'Euros et, quant aux Etats-Unis, c'est 700 milliards de dollars et ceux-ci prévoient 4 000 milliards de dollars pour le plan de relance. Concernant la France, les aides financières de son Etat pourraient contribuer à augmenter la dette de 10% à 13%, c'est-à-dire environ 70% du PIB. Pour éviter la faillite du crédit, on recrée du crédit.

L'Etat se présente comme le garant des dépôts pour que l'épargne ne se retire pas des banques, ce qui engendrerait une seconde crise. Mais quel Etat peut garantir de moitié à plusieurs fois son PIB : les valeurs bancaires en France représentent trois fois et demie son PIB.

La création monétaire qui utilise la planche à billet pour épauler l'économie induit de l'inflation, l'endettement des Etats, la baisse des taux d'intérêts (dont la rentabilité de l'épargne et du coût du crédit) et de la valeur de la monnaie (taux de change), c'est bon pour l'export (moins cher) mais mauvais pour l'import (plus onéreux). La balance des paiements révèle la fragilité de l'économie entrant dans sa mesure.

La relance par l'investissement (restructuration, rationalisation et modernisation de l'appareil de production) opère des gains de productivité et de compétitivité sur le marché. Néanmoins, cela entraîne simultanément des licenciements, une diminution de la consommation et une dépréciation des stocks ; parce que l'offre ne crée pas la demande.

La relance par la consommation (pouvoir d'achat et déficits) booste la croissance. Toutefois, on ne sait pas si les achats vont doper le marché intérieur ou celui des autres pays. Or, si on avantage un autre marché, on fait de la dette sans recette. Ce qui pose le problème de la balance des paiements et du PIB. D'autre part, l'augmentation des salaires rend moins compétitif sur le marché. Et puis, quand ce dernier est saturé, quelle relance ?

Les conflits sociaux qui rendent instables les jeux politiques et économiques des pays ont de grandes chances de s'amplifier, voire d'être déstabilisateurs par le manque de réponses positives du système. L'état existentiel, la santé physique et psychologique soumis aux traitements des exigences du capitalisme atteignent les limites du supportable. N'oublions pas aussi les impacts environnementaux de l'économie productiviste.

Un conflit larvé entre les Etats

Les rapports internationaux sont soumis aux desideratas impérialistes de chaque Etat. Toute la géostratégie et politique s'élabore sur le fait que chaque Etat en tant que puissance économique, militaire, technologique... défende ou impose ses intérêts. Les USA veulent garder la première place alors que l'Europe et la Chine la convoitent. La Russie espère son retour impérial de feu l'URSS. L'Inde, le Brésil, la Turquie et les différents blocs (d'Amérique du sud, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie) veulent leur part du gâteau. Quelques données en moyenne et hypothèses :

- croissance du PIB jusqu'en 2030 : Japon, Europe de l'Ouest, Canada et Etats-Unis + 2%, Moyen-Orient et Australie + 3,5%, Russie, Turquie, Afrique et Amérique Latine + 5,2%, Inde et Chine + 6%.
- besoins énergétiques entre 2010 et 2030 : pétrole + 30%, charbon + 80%, gaz + 35%, nucléaire + 15%.

Ajoutons que les réserves de change sont de 1700 milliards de Dollars pour la Chine, de 1200 milliards de Dollars pour d'autres pays émergents d'Asie et de 1000 milliards de Dollars pour la Russie et l'OPEP. Il se dit même que le PIB du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine pourrait dépasser en 2040 le PIB du Royaume-Uni, d'Allemagne, d'Italie, des USA, du Japon et France.

La dernière réunion du G20 illustre bien les difficultés des Etats à se mettre d'accord, en n'accouchant que d'une vague incitation à la croissance et à la surveillance de la finance internationale.

La baisse des taux d'intérêts occidentaux pour du crédit moins cher fait que l'épargne, peu rémunérée, va s'investir ailleurs. C'est le cas des fonds souverains du Moyen-Orient : 2000 Milliards de Dollars. La Chine qui détient 585 Milliards de Dollars et vend aux USA pour 385 Milliards de Dollars demande à ces derniers de relever les taux d'intérêts, et de garantir un dollar fort. Dans le secret espoir que cette manne financière dope le marché chinois, autorisant la Chine si nécessaire à se passer de la mondialisation ou des entraves du protectionnisme. La Russie et d'autres ont les mêmes visées. Le G7 s'essaie à financer par le crédit des plans de relance sur leurs marchés réciproques. Les pays émergents et exportateurs sont satisfaits mais ils ne veulent pas payer en réduisant le rendement de leurs placements dans le G7. Les USA entendent subventionner son secteur automobile. Ce qui fait grincer les Européens et les Japonais, qui craignent pour leurs parts de marchés, ces tensions incluent d'autres industries : acier, informatique, armement, etc. Pour limiter leurs pertes, les fonds spéculatifs (Hedge-fund) vont céder plus de 700 Milliards d'actifs, ils vendent dès la remontée de la bourse et la font rechuter. Les Etats, principalement Anglo-saxons, laissent faire, vu que ces

fonds détiennent les avoirs de collectivités territoriales, d'Etats, de caisses sociales... dont il est impératif d'amoinrir les pertes.

Chacun quand il est compétitif oblige l'autre au libre-échange mais pratique le protectionnisme lorsque ça l'arrange. Ce beau monde utilise pour magouiller les paradis fiscaux et l'opacité bancaire tout en faisant l'apologie de la transparence de la finance. De facto, l'économie mondiale est un vaste mécano où le jeu d'une pièce gagne l'ensemble. Ce dernier est instable et conflictuel par nature (profiter des avantages de la mondialisation et se soustraire à ses inconvénients...). Les rivalités intestines des capitalistes et des Etats ont et continuent de déboucher sur des conflits sanglants. Néanmoins, ils s'entendent toujours pour faire payer leurs privilèges à la population, et mater toute contestation de leur ordre.

Les illusions

L'option libérale pense que c'est l'existence de la régulation étatique du capitalisme qui entrave l'harmonie du libre-échange et de l'efficacité économique (les incidences ne peuvent désormais plus être dissimulées). La critique social-démocrate du libéralisme pense que ce n'est pas l'économie capitaliste adossée au marché qui est mauvaise, c'est son côté excessif, trop brutal : l'Etat et le politique doivent cadrer l'économie et pacifier les antagonismes sociaux, afin d'obtenir une société stable. Il ne faut pas toucher à la structure même du système mais agir sur les effets conjoncturels. C'est le jeu des compromis, des alliances, des négociations, des élections et de l'idéologie bourgeoise. Tous ces vecteurs constituent, surtout avec la gauche (partis et syndicats), le socle référentiel d'un capitalisme social et amendable à visage humain soi-disant, etc., d'où le peu d'imagination qui leur font reprendre les vieilles recettes keynésiennes-fordistes et l'incantation de l'Etat. En la matière, la fonction de l'Etat est d'être la seule autorité de droit capable d'imposer une ligne libérale, social-démocrate ou marxiste-léniniste. La gauche et l'extrême-gauche chantent le retour à l'Etat et ses lois gouvernementales, sa fiscalité, ses douanes, ses nationalisations, son protectionnisme et ses relances économiques (tout en faisant abstraction de sa nature autoritaire : armée, police, prisons...). Le futur nouveau parti anti-capitaliste ne propose même pas un nouveau mode économique, ni la suppression de la plus-value, mais, comme n'importe quel réformisme le plus plat, de réduire le taux d'exploitation en redistribuant davantage au profit des salaires.

Or, qu'il y ait ou non croissance et hausse des salaires, il faudra rembourser le crédit, régler les déficits, être compétitif sur les marchés, juguler les conflits sociaux, mater les révoltes et assumer les éventuels conflits militaires. C'est là que l'Etat intervient comme le produit des sociétés inégalitaires, la fonction de sa machinerie institutionnelle étant de les pérenniser. Refuser la critique

de l'Etat, c'est renforcer sa légitimité et en faire la religion civile, c'est tenter d'empêcher les opprimés de le contester, de se soumettre à sa puissance despotique, c'est orienter l'anti-capitalisme dans une impasse et installer un nouvel opium du peuple.

Que faire ?

Continuer à subir tranquillement dans le désœuvrement de l'individualisme ou croire que le vote sanction lors de la prochaine élection changera quelque chose, c'est se berner ! Il suffit également de jeter un coup d'œil sur l'histoire pour s'apercevoir que nos maigres droits n'ont été acquis que par la lutte. D'après nous, tous ceux qui veulent s'y engager ne doivent compter que sur leur capacité à agir de façon autonome : la mise en place sur nos différents lieux de vie d'assemblées générales et de comités de lutte qui reposent sur la démocratie directe et l'initiative de tous, usant de moyens d'action bien précis : débrayages improvisés, coupages de la production, grèves du zèle ou perlée, sabotages sous différentes formes, autoréductions et réappropriations multiples, occupations diverses, manifestations sauvages, désobéissance civile... Ouvrons pour que ces deux terminaisons nerveuses de la lutte se développent et se massifient tout en se fédérant horizontalement et qu'elles deviennent ainsi des réseaux fortifiés, qui le cas échéant pourraient porter l'estocade à ce système. Les partis et leurs syndicats sont continuellement divisés. Ils préfèrent se soucier de leurs intérêts bureaucratiques et leurs solutions entretiennent les mythes des vieilles recettes keynésiennes-fordistes. Ils soumettront la lutte à venir à cette exigence : appel à l'unité nationale (compromis avec la bourgeoisie et le capital), acceptation du plan de rigueur (nouveaux sacrifices pour les couches populaires et moyennes), respect du cadre institutionnel qui est censé être représentatif par la dite présence de ces mêmes partis et syndicats, alors qu'ils ne rassemblent en leur sein qu'une partie infime de la population.

Les objectifs de la résistance populaire autonome

Posons-nous la question : est-il normal que la richesse se concentre sur si peu de personnes, a fortiori quand des milliards d'êtres humains sont réduits à la misère ? Dans l'immédiat, les objectifs de la résistance populaire autonome seraient de reprendre l'argent de la spoliation (gros salaires, traders, banquiers...) des travailleurs, de saisir les biens des spéculateurs. Faire payer les riches, c'est un moyen de garantir à tous les besoins fondamentaux (santé, éducation, logement, nourriture, transport...). Mais soyons lucides : si cela peut soulager à court terme, le système reprendra ce qu'il a concédé et ce sera le retour à l'état antérieur.

Tant que le capitalisme ne sera pas supprimé, crises, exploitations, guerres, misères et pollutions prospéreront. Il s'agit bien d'agencer un autre système dont les bases seraient une économie au service de l'humain et non

l'inverse, sa planification suivant l'intérêt collectif et non celui d'une minorité, la répartition égalitaires des biens produits, la création de biens durables et respectueux de l'environnement, etc. Cela n'est pas très compliqué : il suffit d'ôter la propriété privée des entités économiques pour qu'elles soient communes (propriété sociale) et de rendre les décisions collectives et non le fait de quelques minorités.

Conclusion

Naguère, il fut dit que faisant du Dollar la monnaie du monde, il a introduit en son sein toutes les contradictions. Aujourd'hui, nous disons que le monde étant devenu capitaliste, celui-ci agrège toutes les contradictions du monde ; c'est peut-être l'aspect contradictoire de cette situation qui ouvrira des possibles. N'en déplaise à certains, agités par un protectionnisme keynésio-fordiste d'où effleurent des relents nationalistes.

Les libéraux prétendent que le capitalisme est indépassable et que le marché est la forme naturelle des sociétés. Depuis longtemps, nous clamons que le capitalisme n'est pas éternel et qu'il doit disparaître, que l'état naturel de la société c'est la culture inscrite dans des processus historiques et idéologiques. Nous refusons d'être réduit à une marchandise (force de travail) et réifié dans des rapports de production et de consommation que le capitalisme et le marché imposent. Nous voulons une société libre, juste, égalitaire, solidaire, sans guerres et exploiteurs, tel est notre credo et combat.

Il est impérieux que les anarchistes révolutionnaires unissent leurs efforts et co-agissent pour que l'avenir ne ressemble pas aux cauchemars du passé.

CNT-AIT Caen, décembre 2008.



CNT-AIT
BP 2010
14089 Caen cedex

www.cnt.ait.caen.free.fr
cnt.ait.caen@free.fr